

Au regard de l'aigle, les Indiens sont partout et nulle part !

Guy Sioui Durand

Number 104, Winter 2009–2010

Indiens
Indians
Indios

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/62585ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Éditions Intervention

ISSN

0825-8708 (print)
1923-2764 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Sioui Durand, G. (2009). Au regard de l'aigle, les Indiens sont partout et nulle part ! *Inter*, (104), 4–7.



GUY SIOUI DURAND

Vu du haut du ciel au regard perçant de l'Aigle, les Indiens sont partout. En bas sur la Terre-Mère, la Grande Tortue a beau s'étirer le cou, pour elle, les Indiens ne sont nulle part ! Un tel paradoxe introduit la « question autochtone » par l'art en termes d'engagements éthiques par l'esthétique.

Il n'y a qu'à scruter les actualités en continu : les Indiens sont de retour sur les scènes géopolitiques, environnementales, artistiques et spirituelles ! À observer de plus près ce contexte où se nouent les tensions entre globalisation et altermondialisation, on retrace constamment la présence d'artistes autochtones. « L'envers de l'endroit » est aussi observable : une fois les festivités commémoratives ou les luttes apaisées, les Indiens ne semblent nulle part ! Les instances du pouvoir continuent à se comporter comme si les déclarations, lois et traités ne tenaient plus, n'existaient guère envers cette minorité que l'on voudrait « invisible ».

Trois situations continentales où politique et art s'interpellent sont, à cet égard, fort significatives : (1) il y a en premier lieu l'image internationale que le Kanata (Canada) projette dans le monde. Son refus de signer la Déclaration universelle des droits des peuples autochtones décrétée par l'ONU, la présentation des Jeux olympiques d'hiver sous un logo inuit et le traitement des communautés autochtones quant à la pandémie de grippe A (H1N1) inquiètent ; (2) au sud, à un bout du continuum de la résurgence du nationalisme des *Indios* dans toute l'Amérique, on doit porter attention à la lutte des Indiens péruviens contre la spoliation de leurs droits et l'intégrité territoriale de l'Amazonie parce qu'elle est liée à la survie écologique de la planète ; (3) et à l'autre bout, sur la Côte-Nord, au Gépèg (Québec), il faut estimer l'impact international de la résistance d'une faction d'écrivains et d'artistes *innus* (et de leurs alliés) contre le harnachement hydroélectrique de la rivière Unamen (Romaine) – en page couverture.

De la Déclaration universelle des droits des peuples autochtones de l'ONU aux housses mortuaires, en passant par l'inukshuk : le Canada de la honte !

Quoi penser du Kanata dans ses rapports avec les Premières nations ? Ce grand pays démocratique diffuse partout sur la planète, en guise de promotion de la tenue des Jeux olympiques d'hiver 2010 à Vancouver, son logo en forme d'inukshuk coloré, reflet graphique de ces sculptures de pierres en forme d'humains. Simultanément, par le biais de son ministère Santé Canada, c'est la même contrée qui fait malencontreusement parvenir dans les réserves indiennes, alors que les effets de la maladie y sont plus graves qu'ailleurs étant donné les conditions de vie souvent précaires, des housses dans lesquelles on place les cadavres parmi le matériel dit de prévention contre la pandémie mondiale de la grippe A (H1N1) ! Mais surtout, le gouvernement canadien demeure l'un des seuls pays qui refusent, avec les États-Unis, la Nouvelle-Zélande et l'Australie, de signer la Déclaration universelle des droits des peuples autochtones adoptée par l'ONU en 2007 !

Les organisations autochtones nationales sont atterrées. Des coalitions allochtones, parmi lesquelles on retrouve des artistes, pressent le gouvernement d'adhérer aux traités internationaux et de cesser de traiter ses communautés autochtones comme étant le « quart » monde.

Heureusement, comme nous allons le voir, ça bouge dans les communautés. Je pense ici aux prises de position politiques des artistes dans l'exposition *La Loi sur les Indiens*



ET NULLE PART !

revisitée produite au Musée huron-wendat de Wendake contre cette législation à peine inchangée. Ça bouge aussi dans les grandes villes. De plus en plus d'événements internationaux thématiques dans le champ de l'art s'ouvrent aux minorités. Le réseautage favorise la circulation d'artistes autochtones engagés comme ce fut le cas en 2009 dans les biennales de La Havane (« Résistance et intégration à l'ère de la globalisation »), de Venise (« Construire des mondes ») et de Paris (« Création en milieux contraints »). Sous ces pressions à la base, la conjoncture géopolitique du pays va inexorablement changer.

Les Indios sont-ils ceux qui doivent mourir pour sauvegarder la Terre-Mère ?

De passage dans les locaux du Conseil de bande des Innus de la réserve d'Ekuanitshit (Mingan) sur la Côte-Nord cet été, un grand portrait peint du chef Guarani-Kaiowá Nadio du Brésil avait retenu mon attention. Participant à la rencontre Natshishkatun sur la rivière Unamen, j'ai vu cette peinture comme un symbole des affinités qui lient en un commun mouvement social les luttes territoriales de tous les *Indiens*, *Indians*, *Indios* des trois Amériques, du sud au nord.

À l'été 2009, la résistance sanglante mais victorieuse des Indiens aguarunas, cocamas et candoshis à Bagua, dans l'Amazonie péruvienne au sud, et les frondes médiatique et poétique d'une faction d'Indiens innus (et de complices allochtones) pour contrer les barrages sur la rivière Unamen de la Côte-Nord au Québec, participèrent d'un même combat contre le déclin de la biodiversité sur la planète.

De fait, ce qui s'est passé au Pérou n'aura été que le plus récent conflit de la latinité face au mouvement autochtone dans les trois Amériques. Partout il est question de survie contre l'exploitation excessive de la Terre-Mère. Ce fut en tout cas ce message exprimé lors du quatrième Sommet des communautés indigènes des Amériques qui s'est tenu en juin 2009 à Puno dans le Sud-Ouest du Pérou. L'événement a rassemblé près de 5 000 délégués autochtones, de la Patagonie au Canada, tout en invitant des représentants de la Conférence des nations sans État d'Europe afin de donner une envergure mondiale aux luttes autochtones d'Amérique. Les propositions de création d'une « union mondiale des nations indigènes » sur le modèle de l'ONU, mais sur la base des États plurinationaux où l'on retrouve les ethnies indiennes plutôt que sur celle des États-nations et d'un « tribunal de justice climatique » pour contrer les projets dévastateurs des entre-



prises multinationales et des gouvernements complices qui ne tiennent compte des droits des Autochtones, sont exemplaires de ce réel mouvement géopolitique qui a pris forme au sud.

Plus que quiconque et bien avant les « arrivants », les *Indios* ont habité le plus important et vaste écosystème humide de la planète. Bien que la déforestation de plus du tiers de l'Amazonie soit chose faite et que l'impact environnemental qui en découle doive préoccuper l'humanité, légitimement et concrètement, les Amérindiens en sont les gardiens réels *in situ*. Représentant 10 % de la population en Amérique latine, soit 40 millions d'Autochtones présents dans les neuf pays qui sont ancrés dans l'Amazonie – dont, au premier chef, le Brésil avec 60 % de son territoire, puis le Pérou, la Colombie, la Bolivie, l'Équateur, le Venezuela et la Guyane française. La voie démocratique est parsemée d'embûches. Des affrontements surgissent comme à Bagua, en Amazonie péruvienne, cet été 2009.

Dès août 2008, les différentes ethnies de l'Amazonie péruvienne, mobilisées par l'AIDSESEP (Asociacion interetnica de desarrollo de la Selva peruana), entamaient la rébellion des peuples autochtones de l'Amazonie en réaction à l'imposition d'une série de décrets contenus dans la Loi de la jungle. Adoptée par le gouvernement, cette loi a été perçue comme « un moyen d'accéder aux richesses des terres autochtones au profit des entreprises transnationales, minières, pétrolières et forestières [favorisant ainsi les investissements étrangers dont des compagnies canadiennes], [...] tout en contournant le droit à la consultation des communautés ainsi que les dispositions internationales »¹. En avril 2009, des Aguarunas, Cocamas, Candoshis et autres Indiens des 65 tribus du pays organisèrent des blocus routiers et fluviaux, coupant l'Amazonie du reste du pays en signe de protestation. À Bagua, le 5 juin, les policiers sont intervenus et le sang a coulé : 34 morts dont 25 policiers, 169 blessés et plus de 80 arrestations. Cet affrontement aura été l'événement meurtrier le plus violent depuis 17 ans au Pérou², indignant une majorité de la population au point où, le 11 juin, la capitale Lima fut le théâtre d'une grande manifestation pro-Autochtone qui fut rapportée internationalement,



- > Don Darby, *Grue du Canada*, exposition *In Extremis*, Galerie Lacerte, Québec, 2009. Photo : Marie-Claude Quenneville.
- > Guy Sioui Durand portant la coiffe traditionnelle des grands chefs de la nation huronne-wendat. Photo : Ivan Binet.
- > Portrait du chef Guarani-Kaiowá Nadio du Brésil. Photo : Guy Sioui Durand.

notamment par Amnesty internationale. Le Pérou fit l'objet de condamnations de partout à l'étranger. L'incident ébranla irrémédiablement le pouvoir politique. Après des démissions et une rencontre du premier ministre avec les *apus*, chefs coutumiers indiens, le Parlement fit marche arrière en suspendant les décrets controversés et promit aux Indiens, jusqu'alors considérés par le président de droite Alan Garcia comme des porteurs de « tabous, d'idéologies dépassées, oisifs », freinant l'exploitation minière et forestière de l'Amazonie dans un Pérou à l'économie stable, un dialogue.

Cette crise locale a non seulement pris une ampleur andine, donnant aux 400 000 Indigènes amazoniens (sur 28 millions de Péruviens) une fenêtre médiatique et politique puissante pour une minorité³, mais encore elle a amené une effervescence du mouvement autochtone dans tout le continent. En effet, si, localement, ces événements renforcent les Autochtones de l'Amazonie péruvienne qui revendiquent la souveraineté sur les terres qu'ils occupent en faisant valoir l'importance de la protection de la forêt amazonienne et un mode de vie indigène de plus en plus précaire, cette lutte en Amazonie péruvienne aura non seulement eu des échos dans d'autres régions de l'Amazonie, au Brésil, en Équateur, en Colombie, par exemple, où la dévastation de la forêt est avancée, mais encore elle aura donné de la vigueur aux mouvements autochtones de tout le continent. Partout, cette victoire démontre que la protection de l'environnement est centrale pour les Indiens vivant en étroite relation avec la nature. L'élection du président bolivien Evo Morales dans un pays où 62 % de la population est d'origine indienne aura certes été le symbole de ce changement après l'approche à distance du pouvoir politique amorcée dans les années quatre-vingt-dix par les zapatistes du Chiapas au Mexique. Des organisations autochtones s'activent en Bolivie, en Équateur, au Pérou, au Brésil, en Argentine et même dans ces pays où l'on compte le plus d'Autochtones mais qui maintiennent des politiques conservatrices, comme le Mexique, le Pérou, le Guatemala et la Colombie⁴. Des Mapuches du Chili aux Mayas d'Amérique centrale, en passant par les Aymaras et les Quechuas des Andes, les Kunas du Panama et les Aguarunas du Pérou, on voit poindre des initiatives d'affirmation et de revendication confrontant le modèle néolibéral devant la pauvreté qui sévit pour plus de 40 % des populations, avec au bas de l'échelle *los Indios*. Ces rébellions indiennes touchent aussi bien les questions d'identités sociale et ethnique que territoriale, ce que le slogan altermondialiste résume bien : « Penser global, agir local. »

Dans les années deux mille, ce mouvement d'intégration sans assimilation est à l'ordre du jour pour tous les Autochtones et principalement chez les artistes. Comme on l'abordera plus loin dans ce dossier avec la circulation d'artistes comme Domingo Cisneros et James Luna en duo avec Guillermo Gómez-Peña ou la thématique de la 10^e *Biennale de La Havane*, « Résistance et intégration à l'ère de la globalisation » au printemps 2009, art autochtone et politique sont soudés.

Ici, au nord, même si le gouvernement du Québec a signé en 1992 la Convention sur la biodiversité, il mise quand même de manière implacable sur le harnachement des dernières grandes rivières nordiques d'eau douce, faisant fi de son rôle potentiel de protecteur de la biodiversité.

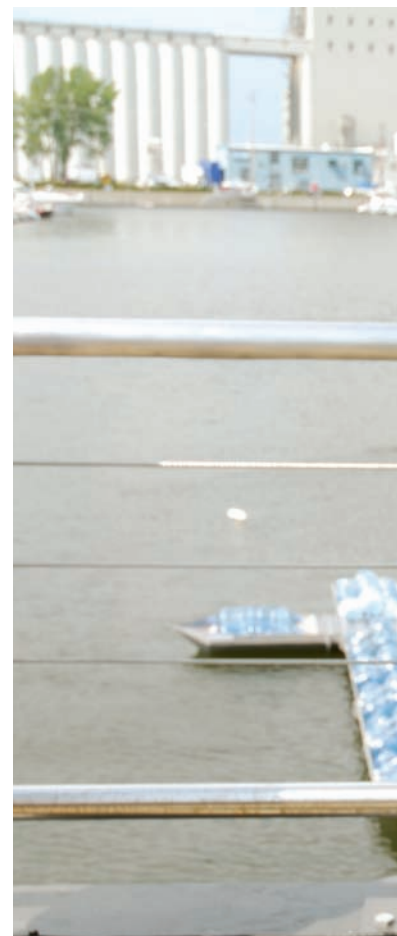
Pieds nus sur le sable de la Pointe-aux-Indiens de la rivière Unamen

Juin 2009, Paris, France. Le premier ministre du Québec s'apprête à tenir une conférence de presse internationale au dernier jour de ses fonctions, avant de prendre des vacances estivales. Or, en ce même jour où il s'apprête à vanter les mérites économiques et écologiques des nouveaux projets de développement hydroélectrique, une bombe médiatique ébranle l'opération en sol européen, rappelant que le Québec, c'est aussi le *Gépèg* des Indiens. À la une de l'influent journal *Le Monde*, l'écrivain et Prix Nobel de littérature 2009 Jean-Marie Le Clézio publie une missive dénonciatrice des plans de l'État québécois et par laquelle il se solidarise de la lutte de cette faction dissidente d'Innus de la Côte-Nord qui résiste à ce que ses communautés échangent contre de l'argent le droit de construire quatre barrages sur la grande rivière Unamen, après celui de la rivière Rupert qui a divisé les communautés des Indiens cris, et en prélude à ceux d'autres rivières à proximité. Dans sa lettre, Le Clézio mentionne la poète et femme engagée dans sa communauté d'Ekuanitshit (Mingan) Rita Mestokosho.

Quelques mois auparavant, après avoir accepté de dîner avec le grand écrivain et échangé sur la résistance de plusieurs Innus et organismes incluant des artistes – comme la Fondation Rivières – contre le mégaprojet d'Hydro-Québec, dont les négociateurs mandatés faisaient pression sur les gens des communautés d'Unamen-Shipu, de Nutaskuan et d'Ekuanitshit pour que s'accélère la construction de barrages sur une des dernières grandes rivières menant au Nitassinan, elle ne douta point du pouvoir politique des mots, que d'autres voudraient bien ne voir confiner que dans le poétique.

Ce qui aurait dû n'être qu'une rencontre d'échanges littéraires allait plutôt être le point de départ d'une double opération d'oralités politique et poétique : d'une part, la lettre publiée par l'écrivain renommé solidaire du sort des Autochtones et autres opprimés allait fournir une tribune internationale pour déclencher ce nécessaire débat dont on ne retrouvait jusque-là aucune trace ici, au Gépèg, pourtant une démocratie ; d'autre part, le projet de rencontre entre écrivains, poètes, intellectuels et artistes, prévu en août à Ekuanitshit sur invitation de Mestokosho, allait se déplacer sur la Pointe-aux-Indiens de la rivière Unamen, à quelques kilomètres de ce qui deviendra le plus gros chantier de construction au monde avec plus de 3 500 ouvriers et toute l'artillerie des machines. Résistance symbolique ? Résistance par l'art, tout de même, qui rejoint autant les luttes en Amérique latine que les protestations des Algonquins en Abitibi-Témiscamingue. Aussi, à l'été 2009, la nation anishinabeg (algonquine) a fait valoir ses droits ancestraux sur le territoire convoité par la mine Osisko, un projet de mine à ciel ouvert à Malartic en Abitibi-Témiscamingue auquel le gouvernement du Québec a donné le feu vert sans jamais discuter avec les conseils tribaux de la nation. Le grand chef Lucien Wabanovik s'est fait catégorique : « Prélever des ressources naturelles constitue une agression envers notre peuple. »

Au final, les luttes pour la dignité des peuples autochtones, contre la pauvreté des communautés et surtout pour la protection de la biodiversité, avec les combats menés contre la déforestation des milieux forestiers humides comme





> Benoit Aquin, série *Mingan*, 2009. 13 h 33, jeudi 13 août 2009, à la Pointe-aux-Indiens sur la rivière Unamen/Romaine, à quelques kilomètres du barrage en chantier...



> Vernissage du projet sculptural de la *Grande croix de farine*, ou ce que Champlain n'avait pas dit au chef Anadabijou de Pierre Bourgault, en complicité avec Guy Sioui Durand, Espace 400°, Québec, 2008. Photo : Ivan Binet.

l'Amazonie, ce « poumon de l'univers », ou pour les cours d'eau potable et les milieux fluviaux dont les *Indiens*, *Indians* et *Indios* sont les défenseurs sur leurs territoires, rejoignent les études, conférences et colloques des scientifiques qui, comme les groupements sur la biodiversité (GIEB), l'organisme Diversitas et le groupe international d'experts sur le climat (GIEC), sonnent l'alarme devant une crise planétaire imminente.

Du politique vers l'art autochtone engagé

Ainsi en est-il. Or, que ce soit le comportement troublant du pouvoir politique fédéral au Kanata, les luttes environnementales contre l'exploitation de l'environnement en Amazonie ou le sort des grandes rivières dans le Grand Nord et du sous-sol en Abitibi, il ne doit plus en être ainsi, contrairement au fatalisme cyclique des anciens Aztèques et de certains artistes aujourd'hui – lire *De Mineralis* de Domingo Cisneros (page 13).

En guise de réflexion sur cette situation géopolitique paradoxale des Indiens et de l'imaginaire émancipatoire, nous choisissons ici de suivre ces nouveaux chasseurs-chamans-guerriers, porteurs d'espoir et de changement par l'art, en cette cruciale période de transition.

Au fil de ces pages, comme vous allez le constater, « ça bouge » dans les territorialités imaginantes et réelles, tant dans les terres de réserves que dans les villes au Gépèg, au Kanata et partout, internationalement, sur le dos de la Grande Tortue. Des faits d'art indien actuel expriment ces passages et mélanges qui traversent, la plupart du temps de manières hybride et « indisciplinée », les domaines de l'oralité (poésie, chant, musique, littérature, art action sous toutes ses formes, théâtre, performance, arts de rue) et des peaux visuelles (images, fixes et animées, cinéma, vidéo, arts visuels).

Au regard de l'art, la « question autochtone » ne peut donc se comprendre qu'en acquiesçant au fait que les frontières sont devenues poreuses et mouvantes. La clé passe désormais par l'analyse de la circulation des artistes et des œuvres amérindiennes. Il faut les appréhender à la fois comme des passages entre les communautés et la Cité, et comme des entre-deux-mondes communs. Bien qu'un lourd passé historique pèse sur eux et engendre toujours des exploitations, des revendications et des affrontements face au besoin de guérison et de nouvelles alliances, une nouvelle conjoncture prend forme par des rapports de plus en plus égalitaires.◀

Notes

- 1 Lily de la Torre Lopez, citée dans Marie-Josée Bêliveau, « La loi de la jungle en Amazonie », *Alternatives*, juillet-août 2009, p. 1 et 4.
- 2 Cf. Reynaldo Muñoz, *Pérou : les indigènes d'Amazonie font chanceler le gouvernement Garcia*, Agence France-Press, juin 2009.
- 3 Cf. M.-J. Bêliveau, *op. cit.*
- 4 Cf. Bernard Duterme, « Entre l'arbre et l'écorce », *Alternatives*, juin 2009, p. 3.